

5 juin 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République et de M. George W. Bush, Président des Etats-Unis, sur la coopération franco-américaine, le projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le transfert de souveraineté en Irak et le Proche-Orient, Paris le 5 juin 2004.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, tout d'abord je suis heureux de souhaiter aujourd'hui la plus cordiale bienvenue au Président des États-Unis d'Amérique, venu en Europe à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire du Débarquement. Demain, au cours des cérémonies qui se dérouleront en Normandie, en présence des vétérans et notamment des vétérans américains de l'opération "Overlord", j'aurai l'occasion de dire à l'Amérique et aux Américains les sentiments de reconnaissance qui sont les nôtres, aujourd'hui, à la pensée des sacrifices qu'ils ont consentis, du sang qu'ils ont versé pour la libération de notre pays et de l'Europe, plus généralement. Je leur dirai que la France leur dit merci et qu'elle n'oublie pas.

A l'occasion de ces cérémonies, le Président BUSH, venant en Europe, s'est arrêté, comme vous le savez, en Italie et aujourd'hui en France, ce qui nous a permis de faire le point sur un certain nombre de problèmes notamment avant les grands sommets qui vont se dérouler au cours du mois de juin, en particulier, le sommet du G8 à Sea Island dans quelques jours et le sommet de l'OTAN à Istanbul, à la fin du mois.

Nous avons eu des discussions, vous l'imaginez, à la fois confiantes et sincères sur l'ensemble des problèmes qui sont ceux du monde d'aujourd'hui. Je dis confiantes et sincères parce que je vois ou je lis de temps en temps des commentaires qui ne sont pas toujours révélateurs de la réalité. La France et les États-Unis ont une histoire commune depuis deux cents ans et depuis deux cents ans elles affirment et elles défendent les mêmes valeurs, les valeurs de démocratie, de paix, les valeurs de droits de l'Homme. Par conséquent, le dialogue est toujours facile entre nous sur les questions sur lesquelles nous avons des réponses identiques ou sur les autres bien entendu. Sur la plupart des questions, nous travaillons conjointement de façon très positive et nous les avons évoquées : c'est tout ce qui touche à la paix et à la stabilité dans le monde.

Nous avons évoqué notre coopération forte dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Nous avons, de ce point de vue, renforcé considérablement, notamment depuis deux ans, notre collaboration et notre coopération. Il en va de même pour la lutte contre la prolifération, sujet sur lequel nous avons aussi une approche identique et une coopération exemplaire comme l'a prouvée notamment notre coopération sur le programme PSI ou sur le vote de la résolution 1540 concernant la non-prolifération au Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous avons également évoqué les crises régionales, notamment les opérations de maintien de la paix où des soldats américains et français travaillent ensemble. C'est le cas en Afghanistan où la France est associée à l'opération "Enduring freedom". De même pour ce qui concerne l'Afghanistan et la FIAS où, comme vous le savez, le corps européen va prendre le commandement avec un général français à Kaboul. Nous avons également une coopération

excellente dans les Balkans, c'est vrai pour la Bosnie, c'est vrai pour le Kosovo. Nous avons coopéré pour éviter le pire en Haïti et de façon, je dirais, très positive. Et nous avons évoqué aujourd'hui notre inquiétude commune pour ce qui se passe en Afrique, pour les crises en Afrique et plus particulièrement pour celle que nous voyons aujourd'hui dans le Kivu et les risques que cela comporte pour la stabilité et la paix dans cette région, avec une grande préoccupation pour l'avenir et la stabilité de la République Démocratique du Congo.

S'agissant de l'Iraq où chacun sait que nos deux pays ont eu une approche différente et des solutions et une vision des choses qui n'étaient pas la même, nous partageons aujourd'hui une même conviction, c'est que les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas d'alternative à la restauration de la paix et donc de la sécurité et du développement en Iraq et que tout doit être fait pour atteindre cet objectif. D'où les discussions qui ont été engagées au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU pour aboutir à une résolution qui, dans la situation actuelle de l'Iraq, doit marquer une volonté déterminée de l'ensemble de la Communauté internationale pour atteindre un objectif. Et cet objectif, c'est le retour à la pleine souveraineté d'un gouvernement iraquien qui puisse redonner l'espoir à la population de l'Iraq.

Nous sommes tout à fait sur la même ligne dans ce domaine et je crois que les choses évoluent bien, les discussions se déroulent dans le meilleur esprit. J'espère que nous arriverons dans les prochains jours à une résolution qui réponde bien à ce qui, à nos yeux, est l'essentiel, c'est-à-dire donner aux Iraquiens le sentiment qu'ils ont retrouvé leur souveraineté et la maîtrise de leur destin. Car il nous semble que c'est une condition préalable à toute solution, à terme, des problèmes auxquels ce pays est confronté.

Nous avons également évoqué le conflit au Moyen-Orient parce que j'ai indiqué au Président notre inquiétude de voir ce conflit se perpétuer avec tout ce qu'il comporte comme capacité de nuisance, non seulement dans la région mais également au-delà. Nous n'avons pas ignoré la dimension israélo-syrienne et israélo-libanaise de ce problème. S'agissant du Liban, nous avons renouvelé notre conviction que le Liban devait être assuré de son indépendance et de sa souveraineté.

Nous nous retrouverons dans quelques jours au sommet du G8, à Sea Island, pour des échanges d'idées ou des décisions à prendre, des délibérations à signer concernant un certain nombre de problèmes touchant à la croissance, touchant au développement, touchant à l'emploi, touchant à la sécurité, à la lutte contre le terrorisme et la prolifération, mais aussi au développement en général et au développement durable en particulier.

Alors, avant de céder la parole au Président BUSH, je tiens à nouveau à lui adresser mes vœux de très cordiale bienvenue.

LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH - Merci, Monsieur le Président. Nous sommes très honorés, Laura et moi, d'être de retour dans ce beau pays, à l'occasion de l'anniversaire d'un jour fondamental pour l'histoire de la liberté. Demain, je me joins au Président et à d'autres dirigeants sur les plages de la Normandie afin de commémorer le débarquement allié d'il y a 60 ans. Demain, nous rendrons hommage aux milliers de vétérans qui ont participé à la bataille, à ceux qui sont toujours en vie comme à ceux qui ont disparu. Ce sera un moment de réflexion sur les sacrifices qui ont permis d'abattre le fascisme et de restaurer la liberté de la France et de l'Europe.

Demain, nous rappellerons aussi les leçons éternelles tirées de ce jour "J", à savoir qu'il faut toujours faire des sacrifices pour défendre la liberté. Les nations libres, travaillant de concert, peuvent surmonter les dangers. La source la plus profonde de la puissance de toute armée c'est l'ensemble des valeurs pour lesquelles elle se bat.

Je suis sensible, Monsieur le Président, à l'énorme effort qui a été consenti pour organiser, planifier les cérémonies, cette année, du jour "J". Je vous en félicite et je félicite tous ceux qui ont participé à cette organisation. Cela sera une journée extraordinaire.

Je suis aussi reconnaissant qu'on ait pu discuter avec le Président des défis qui se dressent devant nous. Aujourd'hui, nous avons discuté de l'avenir de l'Iraq en tant qu'État libre, démocratique et notre coalition assura bientôt le transfert complet d'autorité au gouvernement iraquien. Le nouveau Premier ministre iraquien, Monsieur ALI AL OULI et son gouvernement travaillent

iraquien. Le nouveau Premier ministre iraquien, Monsieur ALMALIKI et son gouvernement, travaillent sans répit pour assurer la sécurité, pour préparer le pays à des élections nationales qui amèneront des dirigeants dont le pouvoir émanera du peuple iraquien.

Le gouvernement intérimaire est la première étape, avec la législation administrative de transition qui va déboucher sur les premières élections démocratiques de l'histoire de l'Iraq, d'ici le mois de janvier 2005, et pas plus tard. A la demande du gouvernement intérimaire, à la demande du Premier ministre, les forces multinationales demeureront en Iraq pour aider ce nouveau gouvernement à réussir la tâche vitale qui est la sienne. Un Iraq libre mérite le plein soutien de la communauté internationale et j'apprécie spécialement nos discussions, Monsieur le Président. Le peuple iraquien veut et mérite la liberté, la paix, la prospérité, et les nations du monde ont la responsabilité de l'aider à y parvenir.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU travaillent ensemble avec les nouveaux dirigeants de l'Iraq sur une nouvelle résolution qui témoigne du soutien international au gouvernement intérimaire iraquien. Résolution qui va réaffirmer l'engagement international en faveur de la sécurité de la nation iraquienne et qui encouragera les autres pays membres de l'ONU à s'associer à l'effort d'aide au peuple iraquien dans son travail de création d'un gouvernement représentatif.

Le Président et moi, nous avons discuté de nos objectifs partagés pour le Grand Moyen-Orient et nous cherchons la liberté, la paix qu'apporte cette liberté. Nous recherchons la réforme politique, sociale et la vraie stabilité qui s'installe lorsque le peuple est libre de vivre, de penser, de pratiquer sa religion selon son propre choix. Nous savons que la liberté ne peut pas être imposée de l'étranger. Mais nous, les nations libres, pouvons et devons choisir de nous associer aux réformateurs où qu'ils se trouvent et nous associer aux réformes où qu'elles se passent.

Je sais parfaitement bien que démocratisation ne veut pas dire occidentalisation, ce n'est pas la même chose. Des nations aussi distinctes que la Roumanie, les Philippines ou le Nicaragua, le Sénégal ou la Turquie, montrent que la liberté prend des formes distinctes dans les différentes parties du monde et que les nouvelles libertés trouveront une place d'honneur parmi les traditions anciennes. Les gouvernements démocratiques du Proche-Orient seront le reflet de leur propre culture et tradition. L'Amérique et la France oeuvrent avec nombre d'alliés et d'amis dans la région et au-delà afin de soutenir et renforcer l'énorme réforme qui sera l'antidote à la terreur. Comme l'a dit le Président, nous allons en Georgie bientôt, à Sea Island, nous essayerons avec nos partenaires d'établir des partenariats entre les grandes démocraties d'un côté et la nation du Moyen-Orient élargi. Je me réjouis de ces discussions.

Vers la fin du mois, nous apporterons le même message, le même défi au Sommet de l'OTAN en Turquie. Le Président et moi, nous avons aussi discuté de la Terre Sainte. Nous voulons deux États, Israël et Palestine, vivant côte à côte, en paix et en sécurité. J'appuie la création d'un État palestinien qui soit viable, contigu, souverain et indépendant. Je sais, je m'aperçois que la sécurité et la fondation de la paix sont le point de départ pour tout progrès à réaliser au Proche-Orient. Je crois qu'Israël a besoin d'un partenaire véritablement responsable pour la quête de la paix et que le peuple palestinien mérite des institutions démocratiques et des dirigeants responsables.

Je m'engage donc, pour la paix, à aider le peuple palestinien à créer son propre État démocratique et viable et je me réjouis à l'idée de coopérer avec le Président CHIRAC afin d'atteindre cet objectif. Les États-Unis et la France conviennent aussi que le peuple libanais mérite d'avoir la liberté de choisir son avenir, en l'absence d'ingérence et de domination étrangère. Nos deux nations travaillent ensemble afin d'amener la paix et la sécurité aux autres parties du monde. Nous sommes ensemble en Haïti, en Afghanistan, nous voulons aussi nous assurer que l'Iran honore les engagements qu'il a pris auprès de l'AIEA et qu'il ne développe pas des armes nucléaires.

Le Président a souligné notre préoccupation réciproque et mutuelle concernant l'Afrique. Nos pays, avec des traditions très fortes enracinées de justice et de liberté, partagent des valeurs qui nous permettent de coopérer en faveur de la paix mondiale. Je me réjouis à l'idée de pouvoir y oeuvrer avec vous, Monsieur le Président. Merci de votre hospitalité.

QUESTION - Merci, Monsieur le Président, si je comprends bien, il y a eu un échange de lettres

entre le nouveau gouvernement intérimaire en Iraq et la coalition. Pouvez-vous nous expliquer un petit peu ces échanges-là ? Monsieur le Président CHIRAC, vous avez dit que maintenant, vous croyiez que le nouveau gouvernement iraquien allait recevoir la pleine souveraineté. Est-ce que vous avez des objections quelconques concernant la nouvelle résolution de l'ONU ?

LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH - Une des questions qu'on m'a posée très souvent c'est de savoir si le gouvernement iraquien serait à même de déterminer ses besoins en matière de sécurité. J'ai dit oui, absolument, c'est cela la définition de la souveraineté. J'ai aussi assuré le peuple américain, par le biais d'une conférence de presse, que nous avons signé des accords de sécurité de telle nature. C'est exactement ce que fait l'échange de lettres, entre le Premier ministre et les membres de la coalition. Il jette les bases ou les paramètres de cette coopération en matière de sécurité en Iraq. C'est un pas en avant très positif.

LE PRÉSIDENT - Sur la résolution, je le répète, je pense que nous avons progressé de façon très positive et que nous devrions pouvoir finaliser ce texte dans un court délai. Alors il reste à clarifier effectivement la question des arrangements de sécurité établissant les relations entre le gouvernement iraquien, un gouvernement que nous souhaitons souverain et ayant les pleins pouvoirs et la force multinationale. Comme vous l'avez évoqué, un échange de lettres entre la force et le gouvernement iraquien, dont les principaux éléments doivent être repris dans la résolution, est en voie d'achèvement et j'espère que tout cela pourra être finalisé, je le répète, très rapidement.

L'important à mes yeux, ce n'est pas tellement les modalités techniques. L'important c'est de faire en sorte que le peuple iraquien ait vraiment le sentiment d'avoir recouvré son indépendance et la maîtrise de son destin. Je crois que c'est la seule voie ouverte à la solution des problèmes considérables qui se posent par ailleurs dans ce pays et pour maîtriser les forces centrifuges si importantes et grandes qui existent en Iraq. C'est pourquoi nous sommes très attentifs à faire en sorte qu'aucun signal négatif ne puisse être donné aux Iraquiens sur une contestation de leur souveraineté qui pourrait alors les conduire à ne pas avoir confiance.

QUESTION - Ma question est adressée à Monsieur George W. BUSH : Monsieur le Président, un jour le Président KENNEDY a dit : chacun a deux pays, le sien et la France. Pourquoi votre politique a plutôt tendance à aller vers le divorce ? Deuxième point, dans l'opinion publique européenne, Monsieur le Président, certains vous accusent de terrorisme d'État et de crime de guerre. Ne craignez-vous pas que le scandale d'ABOU GHRAÏB et les bavures de vos soldats en Iraq vous mettent dans le même panier que Saddam et SHARON au regard des armes introuvables, Monsieur le Président ?

LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH - Je pourrais paraphraser le Président KENNEDY en disant : "Il y a l'Amérique, il y a le Texas". Nous avons de bons rapports avec la France. Nous sommes très proches du gouvernement français sur par mal de dossiers. Je vous ai cité quelques dossiers de ce dont nous avons parlé aujourd'hui. Nous coopérons pour stopper la prolifération. Nous sommes ensemble en Haïti, en Afrique. Nous sommes ensemble pour nourrir les affamés. Nous nous travaillons ensemble pour que l'on puisse endiguer l'épidémie du Sida en Afrique. Donc, il y a un bon nombre de dossiers sur lesquels nous avons travaillé ensemble.

En ce qui concerne les questions des abus en prison, j'ai été humilié comme la plupart des États-Unis. Ces soldats-là ne représentent pas le caractère du peuple américain. Ces soldats-là ont vraiment fait une tache à notre honneur et le monde va pouvoir voir une enquête complète sur cette humiliation qui va montrer clairement le contraste qui existe entre ce qui se passe dans une démocratie et ce qui se passe dans un pays gouverné par de tyrans. Il va y avoir une enquête complète, une enquête transparente et ceux qui ont enfreint les règles devront rendre des comptes.

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, étant donné que votre gouvernement croyait aussi qu'il y avait des armes de destruction massive en Iraq avant la guerre, vous croyez que c'est un échec des renseignements du monde entier ? Et, malgré votre opposition à la guerre, vous croyez que l'Iraq est dans une meilleure situation aujourd'hui, après la guerre, par rapport à avant la guerre ? Monsieur le Président BUSH, quel est le rôle que vous aimeriez que les Français jouent

en Iraq ?

LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH - Les Français vont faire des annulations de dette. Les Français vont donner d'excellents conseils. Le Président CHIRAC connaît très bien le Proche-Orient. Il comprend très bien tous ces pays. Les Français vont travailler avec nous afin d'aboutir à une résolution au Conseil de sécurité, pour montrer que le monde libre est uni et s'intéresse à l'Iraq. Donc, il y a une énorme contribution que la France va faire. J'en suis très reconnaissant ainsi que tout mon pays.

LE PRÉSIDENT - Vous avez dit que le gouvernement français, si j'ai bien compris, avant la guerre, avait déclaré qu'il y avait des armes de destruction massive en Iraq & ce n'est pas exact. J'ai toujours dit que je n'avais aucune information me permettant de penser qu'il y en avait ou qu'il n'y en avait pas. Et c'était la réalité. Toutes les informations dont nous disposions, dans ce domaine, ne me permettaient pas de conclure sur ce point. C'est la raison pour laquelle, j'ai toujours dit, notamment au Président BUSH, que j'étais incapable de me prononcer sur l'existence ou la non-existence d'armes de destruction massive en Iraq.

QUESTION - Malgré votre opposition à la guerre, croyez-vous que l'Iraq est dans une meilleure situation aujourd'hui par rapport à la situation qui existait avant la guerre ?

LE PRÉSIDENT - Il y a au moins un point d'acquis, c'est que le régime tyrannique de Saddam HUSSEIN n'est plus là. Ça c'est le point positif. Le point négatif, c'est que le désordre règne. Donc, le problème aujourd'hui, c'est d'essayer d'engranger le côté positif, c'est-à-dire ouvrir la voie à ce qui pourrait être une forme de démocratie et faire en sorte que les forces qui s'affrontent, s'apaisent. Voilà. Mais on verra cela dans quelque temps. On n'est pas sorti des difficultés, ne le croyez pas. On est dans une situation qui est très précaire.

QUESTION - Monsieur le Président, dans quelle mesure la comparaison qui a été faite par le Président BUSH entre la libération de l'Europe du nazisme, il y a soixante ans que vous célébrez aujourd'hui, et la libération de l'Iraq par les forces américaines, il y a un an, dans quelle mesure cette comparaison vous paraît-elle justifiée ?

LE PRÉSIDENT - Je comprends parfaitement ce qui a conduit le Président BUSH à faire cette comparaison, ne serait-ce que pour des raisons qui tiennent aux circonstances d'aujourd'hui et de demain. Je crois que l'histoire ne se répète pas et qu'il est toujours extrêmement difficile de comparer des situations historiques. Par conséquent, je crois qu'il y a une situation que nous avons définie tout à l'heure, en Iraq, qu'il faut essayer de maîtriser. Il y a beaucoup d'efforts à faire pour cela. Il faudrait y mettre beaucoup de volonté, de compétences de coeur et, peut-être, que cela marchera.